

SOUTIENS ET SUBVENTIONS AGRICOLES

[FILAHA : Le site agriculture](#)

FILAHA

Lorsque l'on parle d'actions des autorités publiques en agriculture, nous rencontrons fréquemment les termes de subvention, de soutien, d'aide et d'indemnités. Ces termes font l'objet de définitions détaillées, mais pour les besoins de ce travail, arrêtons-nous à ces quelques éclairages.

Une subvention est toujours une dépense publique qui ne doit pas être confondue avec le soutien qui « est un concept plus large que subvention » et qui n'est pas toujours une dépense publique. Les droits douaniers par exemple, sont une recette pour le pays importateur et une mesure de soutien pour les producteurs de ce pays.

Selon les politiques suivies, les subventions s'étendent sur une large gamme d'objectifs. Elles peuvent être directement ou indirectement liées à la production, à l'exportation, à l'utilisation d'intrants, à l'irrigation, à la commercialisation ou la mise en œuvre de mesures agro-environnementales. Elles peuvent être calculées par zone, par exploitation, par surface, par tête de bétail ou pour des quantités produites. Elles garantissent des revenus aux producteurs, des prix aux consommateurs ou plus globalement la sécurité ou la souveraineté alimentaire. Les mesures de soutiens sont diversement appréciées selon que l'on soit décideur, producteur, consommateur ou simplement contribuable. La complexité du sujet est à la mesure des polémiques qu'il suscite aussi bien à l'échelle d'un pays que dans les négociations commerciales internationales. Les politiques agricoles assignent souvent aux subventions des objectifs et leurs contraires. C'est ainsi qu'on les souhaite tout à la fois transparentes, ciblées, efficaces, adaptées, flexibles, équitables, découplées et sans effet de distorsion du marché.

La controverse touche également les instruments de mesure des subventions et des soutiens. Les indicateurs de l'OCDE étant les plus utilisés, en voici les principaux :

- L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) : c'est le plus fondamental des indicateurs utilisés.
- L'estimation du soutien aux consommateurs (ESC)
- L'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)
- L'estimation du soutien total (EST)

L'OMC, quant à elle, utilise plutôt la mesure globale de soutien (MGS).

Et enfin, selon ce que l'on veut illustrer, les subventions sont exprimées en pourcentage du PIB, du PIB agricole, des recettes ou du revenu agricoles.

Les derniers bilans font ressortir que le budget global alloué au secteur de l'agriculture (fonctionnement, équipement et tous les soutiens) durant toute la période du PNDA est évalué à **399.7 milliards de dinars**. Cela donne une estimation de **49 euro par hectare** et par an. Le soutien moyen direct aux agriculteurs de **l'union européenne est de 288 euro** par hectare et par an soit 5.8 fois plus. Cela sans compter toutes les autres formes d'intervention.

Pourtant, en Algérie le secteur agricole contribue pour **10 %** dans le produit intérieur brut et occupe **25 %** de la population active contre respectivement **1.6 %** et **5.2 %** pour l'Union Européenne.

Il faut enfin préciser que si dans l'Union Européenne et les autres pays de l'OCDE, les subventions agissent sur les revenus des exploitants agricoles, en Algérie, les soutiens sont essentiellement destinés à des investissements dans la ferme. En matière de soutiens agricoles les chiffres qui vont suivre ne rendront donc compte que partiellement de l'énorme écart entre l'Algérie et les pays développés.

Estimation du Soutien aux Producteurs (ESP) par pays En pourcentage des recettes agricoles

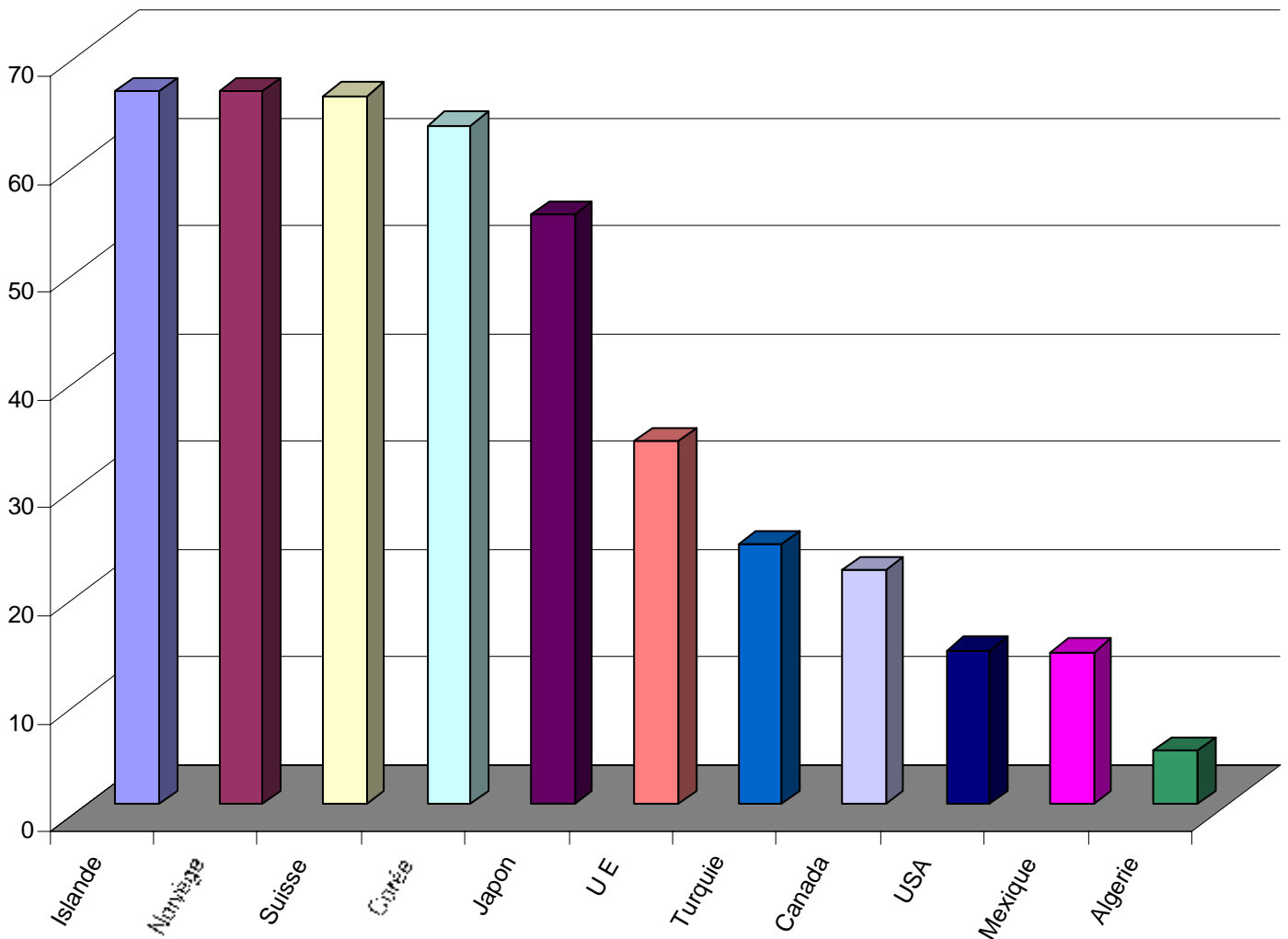
Pays	ESP en % des RA
Islande	66,23
Norvège	66,22
Suisse	65,78
Corée	63,03
Japon	54,71
U E	33,71
Turquie	24,13
Canada	21,81
USA	14,34
Mexique	14,17

Sources : les politiques agricoles des pays de l'OCDE.

En Algérie ce pourcentage est évalué à une moyenne de 5 %.

Estimation du Soutien aux Producteurs (ESP) par pays. 2004/2006

En pourcentage des recettes agricoles

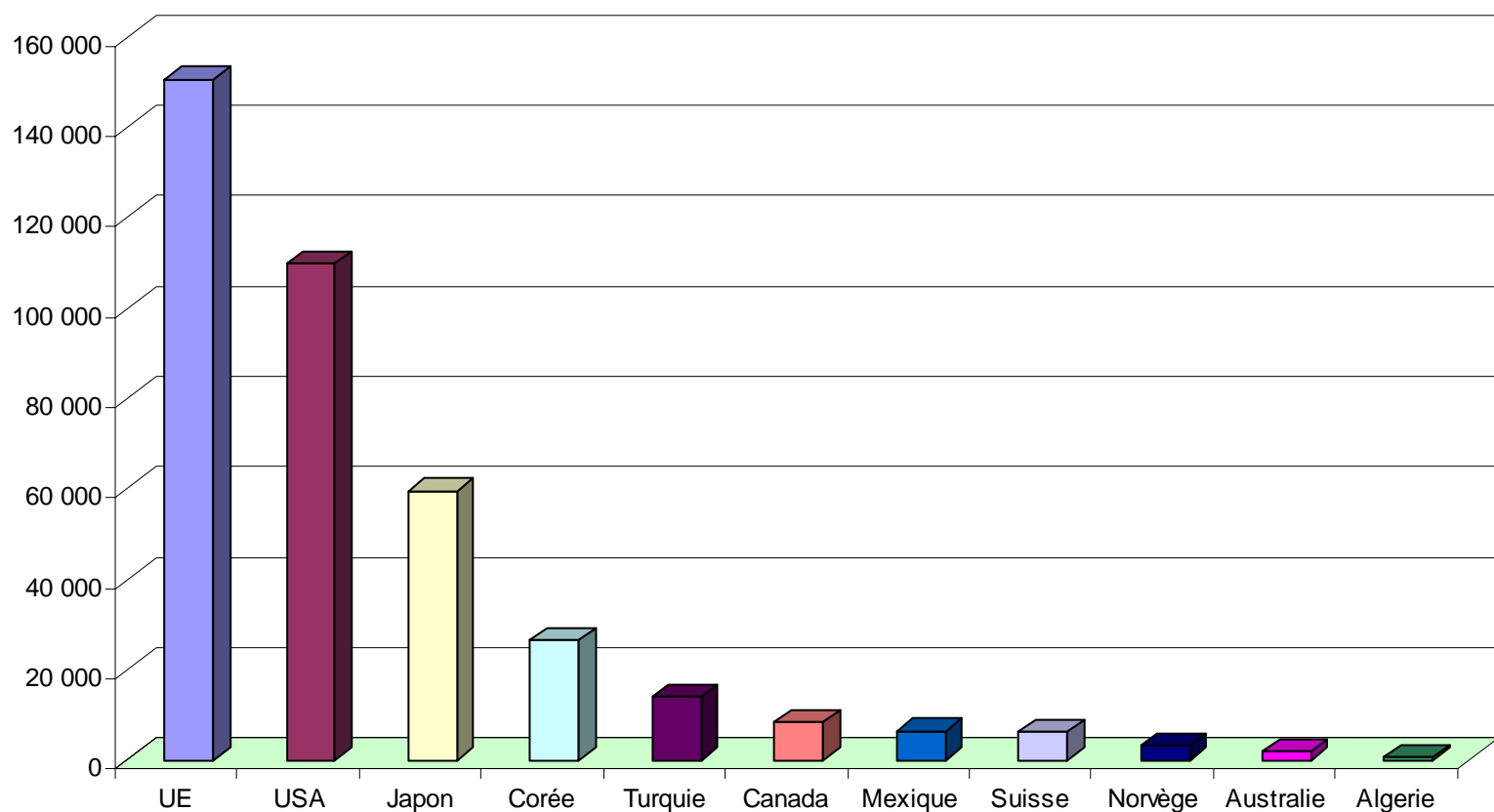


Il s'agit de l'estimation du soutien aux producteurs. L'écart entre l'Algérie et les autres pays figurant dans le graphe serait encore plus grand si l'on tenait compte de tous les autres soutiens octroyés à l'agriculture dans ces pays.

En pourcentage des recettes agricoles, l'Islande, la Norvège et la Suisse occupent le haut du tableau.

Par contre, en valeur absolue, l'agriculture de l'Union Européenne et celle des Etats Unis sont les plus subventionnées dans le monde comme l'illustre la figure suivante.

Indicateurs du Millénaire: 'Subventions agricoles dans les pays de l'OCDE-2005. Algérie :
Moyenne annuelle durant le PNDA (en millions de \$US)



Les pays de l'OCDE subventionnent leur agriculture à environs un **milliard de dollars US par jour**.

Le budget de la Politique agricole commune (**PAC**) représente **40%** du budget de l'Union européenne et « chaque vache de l'UE est subventionnée à **2,2 € par jour**, soit plus que ce qu'ont pour survivre 2,8 milliards d'êtres humains selon la Banque mondiale! ».

Il est important de signaler que l'agriculture dans ces pays est soutenue de longue date et dans de plus importantes proportions et que ces subventions sont remises en cause dans le cadre des négociations commerciales traitées à l'OMC.

A titre d'exemple, entre 1999 et 2003, les agriculteurs de coton nord-américains ont reçu **13.9 milliards** USD, ce qui représente un taux de subvention de **89.5%**.

En Algérie, le soutien à l'agriculture n'a pris de l'importance que depuis la mise en œuvre du PNDA c'est à dire en 2001.

Selon un rapport officiel, paru en novembre 2007 le montant moyen des subventions en France était de **27 440 €** par exploitation agricole en 2005. Les plus subventionnées sont les **céréaliers (43 106 € par an)** et les **éleveurs** de bovins (plus de **38 000 €** par an).

En Algérie, d'après nos calculs, le montant annuel moyen des subventions durant toute la période du PNDA atteint à peine **750 €** par exploitation soutenue. Plus de 60 % de ces subventions sont des investissements destinés à la mobilisation des ressources hydriques.

Un dernier point à souligner : L'organisation Oxfam international a largement montré et dénoncé les « énormes inégalités dans les dépenses relatives à l'agriculture qui existent au Royaume-Uni, en Espagne, aux Pays-Bas, en Belgique, au Danemark, en Slovaquie » et en France. La plupart des petits agriculteurs - environ **90% d'entre eux** - obtiennent seulement **17% des subventions**.

En Algérie, **75 %** des exploitations bénéficiant du soutien FNRDA ont moins de **20 hectares**

En conclusion, les subventions accordées aux agriculteurs algériens restent très faibles en volume et relativement au produit intérieur brut agricole en comparaison de ce qui se pratique dans les pays de l'OCDE. Par ailleurs la répartition de ces subventions est moins inégalitaire qu'il n'y paraît à première vue.

Bibliographie

Politiques agricoles des pays de l'OCDE -- suivi et évaluation.

Le soutien à l'agriculture : comment est-il mesuré et que recouvre-t-il ?

Le découplage du soutien à l'agriculture : synthèse OCDE . février 2007

Danielle Beaugendre : LES MAINS VIDES - octobre 2003

L'agriculture dans l'Union européenne- Informations statistiques et économiques 2006

Le rapport d'OXFAM INTERNATIONAL sur les subventions agricoles – juin 2005.

Synthèse du GREDAL

FILAHA : Le site agriculture

FILAHA